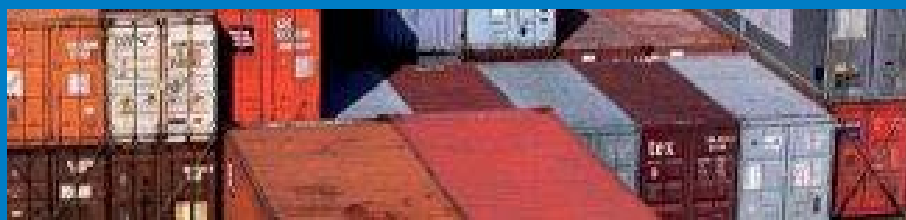


## Guyane



N° 26

Septembre 2015

## Antilles-Guyane

### Les comptes économiques de la Guyane en 2014 Une année record pour le spatial, la consommation des ménages se maintient

**E**n 2014, la croissance guyanaise est de + 4 % (+ 0,2 % pour la France entière). Cette croissance exceptionnelle s'explique par le nombre record de 11 lancements de fusées (au lieu de 7 en 2013). Les exportations augmentent de 5,5 % en valeur et sont constituées à plus de 80 % par le spatial. Hors lancements de fusées, celles-ci diminuent de 15,2 % en valeur. Hormis ces exportations significatives, les moteurs traditionnels de l'économie sont toujours en marche. La consommation des ménages et celle des administrations publiques augmentent en volume. Ces hausses restent cependant modérées et témoignent d'une certaine prudence des agents économiques. La consommation des ménages augmente de 1,9 % en volume, soit à un rythme un peu inférieur à la croissance de la population (+ 2,2 %), dans un contexte de faible inflation (+ 0,5 %). La demande en importations des entreprises est en retrait, à l'exception des équipements électriques et de communication. Dans le secteur spatial, cette baisse s'explique par un probable effet d'anticipation des entreprises. Ces dernières ont importé massivement au cours des années précédentes pour répondre à la forte demande en lancements de fusées en 2014, en puisant dans leurs stocks.

Clémentine GARANDEAU, Insee

Le produit intérieur brut (PIB) de la Guyane évolue de 4 % en volume en 2014. La croissance reste largement supérieure à celle de la France entière (+ 0,2 %).

Avec une population qui progresse de 2,2 %, le PIB par habitant évolue de + 1,8 % en volume et s'établit à 15 440 euros. Il diminue de 0,2 % en France.



#### La forte activité spatiale dynamise sensiblement les échanges extérieurs

En 2014, la croissance est fortement impactée par une activité du Centre spatial guyanais (CSG) particulièrement dynamique (*cf. encadré sur le spatial*), qui se répercute directement sur le commerce extérieur dans le sens d'une améliora-

#### 1 Une croissance portée par le spatial et maintenue par la consommation et l'investissement

Les principaux agrégats et leur évolution (en millions d'euros courants et en %)

	Millions d'euros courants		Évolution en %			
	2013	2014	Volume	Prix	Valeur	Contribution
Produit intérieur brut	3 705	3 908	4,0	1,4	5,5	4,0
Consommation des ménages	1 911	1 964	1,9	0,8	2,8	1,0
Consommation des administrations publiques	1 818	1 857	1,7	0,4	2,1	0,8
Investissement	1 119	1 153	2,7	0,3	3,0	0,8
Import de biens et services	2 529	2 363	-5,9	-0,7	-6,5	4,0
Export de biens et services	1 350	1 423	4,9	0,6	5,5	1,8
Variation de stocks	35	-126	-4,4	///	///	-4,4

Source : Insee, Cerom, Comptes rapides.



tion de la balance commerciale. Les exportations augmentent de 4,9 % en volume, tandis que les importations diminuent de 5,9 % en volume.

Les exportations de transport reflètent l'activité de lancements de fusées du CSG. Elles augmentent de 11,2 % en valeur et représentent 83 % du total des exportations, qui évolue *in fine* de + 5,5 % en valeur. Les exportations contribuent ainsi pour 1,8 point à la croissance.

Hors transport, les exportations diminuent de 15,2 % en valeur. Les exportations de biens manufacturés, qui pèsent pour 10,5 % dans les exportations en 2014, baissent de 23,1 %. Elles devraient même diminuer davantage (- 37,6 %) si les exportations exceptionnelles de machines de forage vers Trinidad et Tobago en 2013 étaient comptabilisées.

Les exportations d'or affiné ou raffiné (par première ou seconde fusion) diminuent de 10,3 %, tout comme les ventes d'or guyanais (- 3,8 %). Les exportations de poissons et de crustacés sont également en léger repli (- 2,0 %).

Parallèlement à la hausse exceptionnelle des exportations spatiales, les importations chutent de 5,9 % en volume, entraînées par la baisse des importations de biens manufacturés qui représentent 78,0 % du total des importations en 2014. Ces derniers sont en partie utilisés en input dans le secteur spatial. Pourtant, leurs importations baissent de 8,1 % en valeur. Ceci s'explique par un probable effet d'anticipation de la part du CSG, puisque les importations de ce type de biens augmentent très fortement (+ 51,6 %) entre 2010 et 2013.

La baisse des importations contribue positivement à la croissance (+ 4,0 points). Hors mouvements de stocks liés aux activités spatiales, un déstockage important permet d'alimenter les besoins des différents agents économiques en biens manufacturés et vient compenser la baisse des imports. Le déstockage contribue ainsi négativement à la croissance.

En dehors des aspects liés au spatial, les importations à destination des ménages sont en légère hausse, tirées par les produits non alimentaires. Les importations de denrées alimentaires, de boissons et de tabac augmentent légèrement : + 0,8 % en valeur, après une baisse de 0,7 % en 2013. Les importations d'appareils ménagers, d'habillements et d'ordinateurs sont en hausse de 15,1 %, 10,6 % et 3 % respectivement.

La demande des entreprises est en retrait, avec un repli des importations de machines et de produits de sidérurgie et de première transformation de l'acier (- 42,5 % pour un poids de 7,5 % dans le total des importations), rehaussé par les importations d'équipements électriques et de communication (+ 23,0 % pour un poids de 6,0 %).

## La consommation des ménages se maintient

La consommation des ménages continue d'augmenter, de 2,0 % en volume pour une contribution de 1,0 point à la croissance,

même si cette hausse reste légèrement en-deçà de la croissance démographique (+ 2,2 %).

Les importations de biens de consommation croissent, dynamisées par les produits non alimentaires. Les importations de

### Une année record pour le spatial

Le CSG réalise 11 lancements de fusées en 2014, soit 4 de plus que l'année passée. Il s'agit d'un record historique pour le nombre de lancements annuels. Le nombre de satellites mis en orbite double quasiment et la charge utile augmente de 46 % pour atteindre 76,7 tonnes.

Le report de quatre lancements en 2013 pour un problème de disponibilité de satellites peut aussi expliquer cette forte hausse.

Fin 2014, le programme Ariane 6 est acté officiellement pour 2020 par les membres de l'Agence spatiale européenne, ouvrant de nouvelles perspectives économiques porteuses pour les prochaines années. Ce lanceur sera plus polyvalent et mieux adapté au marché des satellites commerciaux, renforçant ainsi la place de leader mondial d'Arianespace S.A. sur le plan commercial.

## 2 Une croissance dopée par les 11 lancements de fusées

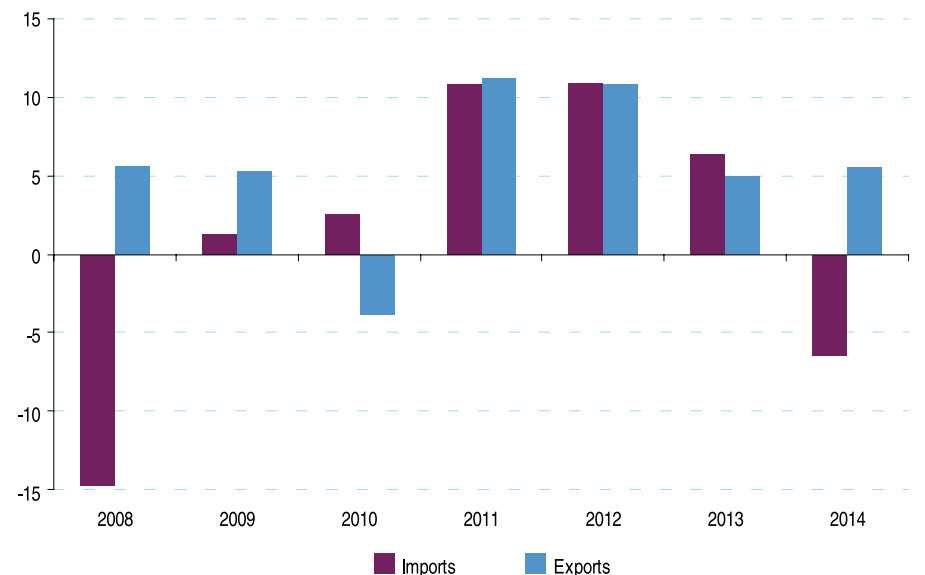
Taux de croissance du PIB en volume (en %)



Source : Insee, Cerom, Comptes rapides.

## 3 La balance commerciale s'améliore

Évolution des échanges extérieurs en valeur (spatial inclus) (en %)



Source : Insee, Cerom, Comptes rapides.

biens de consommation et d'équipements électriques et ménagers, corrigées des variations saisonnières (CVS), augmentent respectivement de 3,4 % et de 23,2 %. Les ventes de véhicules neufs reculent très légèrement de 0,2 %, tandis que les crédits à la consommation progressent modérément (+ 0,6 %).

### Les prix évoluent au même rythme que la métropole

Après une augmentation des prix plutôt soutenue en 2013 (+ 1,4 %) en comparaison de la France entière, l'inflation se réduit en 2014. Elle s'élève à + 0,5 % et rejoint le rythme de la France entière.

Comme pour les deux autres départements français d'Amérique (DFA) et l'hexagone, le prix des produits pétroliers diminue et contribue négativement à l'inflation depuis deux ans (- 0,1 point en 2013 et en 2014).

L'alimentation y contribue pour + 0,4 point. En particulier, le prix des produits frais augmente de 5,3 % en un an, hausse atténuée par la faible hausse du prix des produits non alimentaires (+ 0,8 %), dont le poids dans la consommation des ménages est cinq fois plus élevé que celui des produits alimentaires.

Les prix des services ralentissent, avec une contribution à l'inflation de + 0,2 point (+ 0,6 point en 2013), principalement du fait des services de soins personnels, de protection sociale, d'assurances, de services financiers etc., tout comme dans les deux autres DFA.

### Les ménages investissent à nouveau

En 2014, l'investissement augmente de 2,7 % en volume (après + 1,0 % en 2013). Si leurs dépenses sont modérées, les ménages portent la hausse de l'investissement, à l'inverse du secteur public. En effet, l'encours des crédits d'investissement des collectivités locales est en baisse de 0,5 % (soit - 1,8 million d'euros).

Les ménages investissent toujours, avec une hausse de 3,3 % de l'encours des crédits à l'habitat (soit + 22,8 millions d'euros), malgré un ralentissement par rapport à l'année passée où l'encours évoluait de + 8,9 %.

Les crédits à l'investissement consentis aux entreprises s'inscrivent en nette progression (+ 9,0 %, soit + 36,7 millions d'euros). Les importations de biens d'investissement (tels que la fabrication d'ordinateurs, la réparation et l'installation de machines et d'équipements) baissent en 2014 après avoir augmenté en 2013.

Après deux très bonnes années, le secteur de la construction fléchit courant 2014, et les ventes de ciment baissent de 6,0 %. Le

nombre de nouvelles mises en chantier de logements privés ou sociaux est à un niveau faible en 2014, loin du pic observé en 2011 et 2012.

Par ailleurs, le secteur spatial continue de

se développer, en particulier autour du projet Ariane 6 qui pourrait générer entre 500 et 600 millions d'euros dans les années à venir.

## 4 L'activité spatiale s'envole

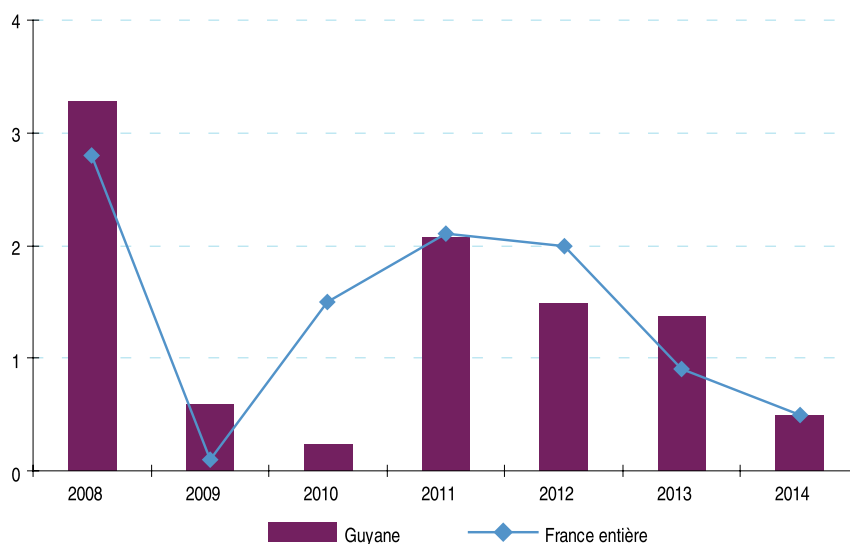
Nombre de lancements en une année

Nom du lanceur	Nationalité	Nombre de lancements		Nombre total de satellites ou ATV lancés		Charge utile (tonnes)	
		2013	2014	2013	2014	2013	2014
Ariane 5	Europe	4	6	7	11	47,3	66,4
Soyuz	Russe	2	4	2	11	4,8	9,5
Vega	Italien	1	1	3	1	0,3	0,8
Total		7	11	12	23	52,4	76,7

Source : Ariespace

## 5 L'inflation faiblit

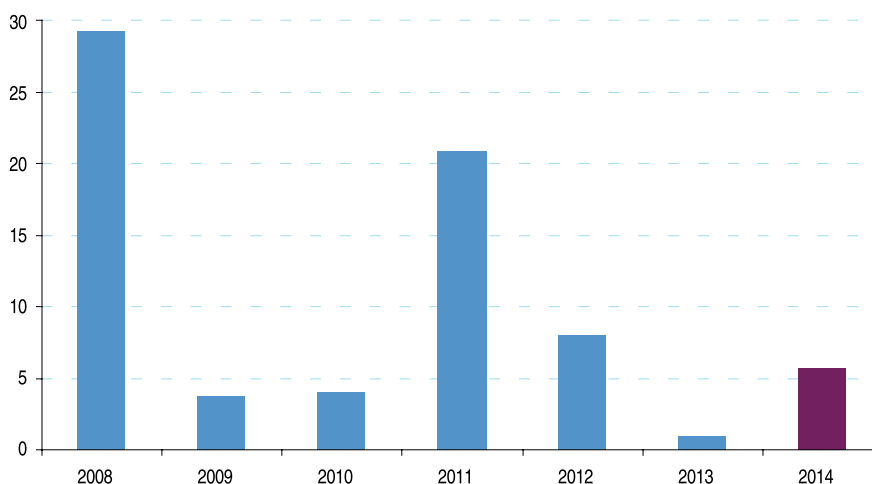
Évolution de l'indice des prix à la consommation (moyenne annuelle en %)



Source : Insee - Cerom - Comptes rapides.

## 6 L'investissement reprend

Évolution en volume (en %)



Source : Insee - Cerom - Comptes rapides.

## La consommation des administrations publiques progresse

Les administrations publiques soutiennent la croissance, avec une consommation en

hausse de 1,7 % en volume, soit une contribution de 0,8 point à la croissance.

La masse salariale des administrations publiques, de la sécurité sociale et de l'enseignement augmente de 2,7 %. Le salaire

moyen des fonctionnaires évolue peu, comme les années précédentes (+ 0,3 %).

Enfin, leurs dépenses en achats et charges externes stagnent, alors que celles de la santé augmentent de 11,1 %.

## Méthodes

### Les comptes économiques rapides : une estimation précoce de la croissance

Produit par l'Insee, en partenariat avec l'AFD et l'Iedom dans le cadre du projet Cerom, les comptes rapides 2014 de la Guyane reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit pas des comptes définitifs : les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

### Des données en base 2005

Les données diffusées ici sont en base 2005. Par conséquent elles ne peuvent être comparées qu'avec des résultats calculés dans cette même base : il s'agit des données issues des comptes économiques des années strictement postérieures à 2007. Les données de 2007 et des années antérieures sont en base 1995 et ne sont pas comparables.

### Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie guyanaise

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. Dans les trois DFA, ce modèle est construit avec 22 branches et 22 produits.

Le modèle est basé sur le TES (Tableau des Entrées-Sorties) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.

### Un nouveau modèle

En 2015, le modèle d'estimation des comptes rapides évolue afin de produire des estimations encore mieux maîtrisées. Afin de s'approcher le plus possible des méthodes comptables, de nouvelles sources externes ont été introduites. Les importations et les exportations d'assurances sont dorénavant estimées. En outre, la croissance démographique est utilisée pour affiner l'estimation de certains agrégats comme la consommation des ménages. Autre grande amélioration, le développement d'outils de contrôles qui rendent mieux compte de la cohérence d'ensemble du modèle. Ces contrôles, déjà réalisés auparavant, permettent d'agir de façon plus fine sur les différents équilibres qui se jouent dans l'économie, et de préciser ainsi in fine l'estimation de la croissance et des grands agrégats économiques.

## Définitions

Le **Produit intérieur brut (PIB)** mesure la richesse produite sur un territoire donnée, grâce à la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits sur le territoire. Il est publié en volume et en valeur.

L'évolution **en volume** ou en « euros constants » permet de mesurer l'évolution du PIB d'une année sur l'autre, indépendamment de l'évolution des prix. Elle décrit l'évolution des quantités produites et fournit la **croissance de l'économie**.

L'évolution du **prix du PIB** mesure l'évolution de tous les prix présents dans l'économie : prix à la consommation des ménages (IPC), prix à la consommation des administrations, prix de l'investissement et prix du commerce extérieur.

L'évolution globale (volume et prix) fournit l'évolution du **PIB en valeur**.

## Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom)

Les comptes économiques rapides de la Guyane sont construits dans le cadre du projet tripartite Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom) entre Insee, l'AFD et l'IEDOM.

Ils reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif.

Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

### Insee Guyane

Avenue Pasteur  
BP 607  
97306 Cayenne Cédex

### Directeur de la publication :

Didier Blaizeau

### Rédactrice en chef :

Béatrice CELESTE

### Mise en page :

Typhenn LADIRE

© Insee - Iedom - AFD - 2015

## Pour en savoir plus

- « Les comptes économiques de la Guyane », consultables sur <http://www.cerom-outremer.fr/guyane> et sur <http://www.insee.fr/guyane>
- « La Guyane en 2014 », Rapport annuel de l'Iedom – mai 2015 sur <http://www.iedom.fr/>
- « Bilan économique 2014 en Guyane », Insee Conjoncture Guyane n° 1, Insee – mai 2015
- « Une croissance soutenue malgré une stagnation de l'investissement et le ralentissement de la consommation des ménages », Comptes rapides 2013 Guyane, septembre 2014
- « Le spatial et la construction préservent la croissance guyanaise » - Comptes rapides 2012, janvier 2014
- « Une économie en sourdine », Comptes rapides 2014 Guadeloupe, septembre 2015.
- « Redressement du taux de croissance », Comptes rapides 2014 Martinique, septembre 2015.
- « La reprise se diffuse dans la zone euro » - Note de conjoncture, Insee - juin 2015

